

LES INITIATIVES DE REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE DE L'AMISOM : QUEL IMPACT SUR LA SECURITE DE LA SOMALIE ?

AMISOM SECURITY SECTOR REFORM INITIATIVES: WHAT IMPACT ON THE SECURITY OF SOMALIA?

Ladislav Nze Bekale*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2020.1.9

Published Online: 2020-06-30

Published Print: 2020-06-30

Abstract:

In the context of the post conflict reconstruction of the State in Somalia the AMISOM has undertaken the reform of the security sector. The African Union mission activities are mainly focused on the strengthening of the capacity of the national security and defense forces to enable these actors to take over the entire security of the country as soon as possible. Despite the engagement of the AMISOM forces terrorist groups are still very active, maintaining the country in a certain insecurity and uncertainty.

Keywords: AMISOM, Reform, Security, Sector, Somalia.

Introduction

Les pays africains sont parfois « *sujets à des conflits parfois armés entre différents groupes ethniques, religieux ou idéologiques* »¹, c'est notamment le cas

* Ladislav Nze Bekale est Ancien Elève de l'ENA (France), Docteur en Histoire militaire et Etudes de Défense (Univ. Montpellier 3), Fonctionnaire à la Commission de l'Union Africaine, Chercheur au Centre d'Analyse et Prospective sur les Afriques (UQAM-Canada), Chercheur Associé au GRESHS (Ecole Normale Supérieure-Gabon), Ancien Fonctionnaire chargé des rapports au Centre Conjoint des Opérations (MINUSCA).

Contact : nzebekale@yahoo.fr

en Somalie où Al Shabaab est entré dans un conflit asymétrique contre les forces gouvernementales, sur lesquels le groupe terroriste a pris le dessus depuis la fin des années 80. Sur l'Etat africain « *une bonne partie des recherches ont porté sur les aspects liés à l'organisation des systèmes institutionnels ou partisans en relation avec les différentes lignes de coupures, frontières (physiques ou symboliques), divisions, clivages et conflits* »², mais le post conflit et la consolidation de la paix enrichissent indiscutablement ce corpus scientifique en développement. « *La consolidation de la paix est un long procédé impliquant des actions dans trois domaines, soit la sécurité, le politique et le milieu socioéconomique* »³.

Il est important de mentionner que, pour les théoriciens, l'objectif général final tend vers la mise en place d'un environnement sécuritaire sur un territoire⁴ en paix et favorable au développement. Certains internationalistes soutiennent que « *l'existence de contrastes entre les styles de négociation privilégiés aux échelles nationale et régionale, défendent l'idée selon laquelle les valeurs partagées à chacun de ces niveaux peuvent conditionner la propension d'un gouvernement à engager une négociation, à recourir à des procédures d'adjudication ou d'arbitrage, ou encore à ignorer un enjeu* »⁵. En tant qu'acteur régional majeur, responsable de la paix et de la sécurité a pris le leadership de la recherche et la consolidation de la paix en Somalie, en prenant l'initiative de combattre non seulement les groupes terroristes mais aussi en procédant à la reconstruction post conflit des institutions. C'est ainsi que l'organisation panafricaine y a entamé la réforme du secteur de la sécurité et, la question centrale de cette contribution est de se demander comment l'AMISOM, mission de l'Union Africaine pour la Stabilisation de la Somalie, envisage la réforme du secteur de la sécurité en Somalie ? Dans

¹ Sergiu Mișcoiu, "Etudier les systèmes politiques de l'Afrique francophone" in Sergiu Mișcoiu, Sèdagban Hygin F. Kakaï, Kokou Folly L. Hetcheli (Eds.), *Recul démocratique et néo-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Istitutul European, 2015, p. 9.

² *Ibidem*.

³ T.M. Ali et R.O. Matthews cité par Richard Garon, "La consolidation de la paix : lorsque la théorie rattrape les pratiques ambitieuses", in *Revue Études internationales*, vol. 2, n° 36, 2005, p. 236.

⁴ *Ibidem*.

⁵ Séverine Autesserre, "Construire la paix : Conceptions collectives de son établissement, de son maintien et de sa consolidation", in *Revue Critique internationale*, vol 2, n°51, 2011, p. 157.

cette perspective, la mission de l'Union Africaine donne une priorité au renforcement des capacités des forces sécurité (I) et de défense (II). En revanche, la ténacité des répliques des groupes terroristes a des conséquences sur la situation sécuritaire du pays (III). Malgré la résistance des groupes terroristes, comme l'ont dit Leyendecker et Miscoiu (2019) « *le drapeau [somalien] est toujours debout* »⁶, une confiance susceptible de maintenir l'espoir d'une paix durable en Somalie.

I- L'AMISOM et le renforcement des capacités des forces de sécurité somaliennes

L'aspect de la sécurité englobe un grand nombre de démarches différentes. L'ordre commence par la mise en place et le respect d'un cessez-le-feu partout sur le territoire. Afin d'aider à la réalisation de ces objectifs, la présence d'une force militaire multinationale pour l'observation, le maintien, ou même l'imposition de l'accord de paix est essentielle⁷. Certains auteurs incluent également dans cette catégorie la création de services de police efficaces, l'élaboration d'un cadre légal autonome et le fonctionnement d'un réseau pénal adéquat⁸. Ce sont ces hypothèses qui justifient la présence de l'AMISOM en Somalie, où l'Union Africaine, principal acteur de la consolidation de la paix y mène une action multidimensionnelle portée par sa doctrine. C'est au prisme de sa vision (A) que les actions de réforme du secteur de la sécurité seront analysées. En effet, il s'agit d'identifier les principales idées orientant la réforme de la police somalienne (B), tout en prêtant une attention particulière à la problématique du renforcement des capacités de la police somalienne (C).

A- La vision de l'Union Africaine et la réforme du secteur de la sécurité en Somalie

Depuis 2007 l'Union Africaine (UA) accompagne la Somalie dans la reconquête de sa souveraineté, le pays a connu des progrès grâce à

⁶ Mathilde Leyendecker et Sergiu Mişcoiu, "The flag still stand! The political reconversion of the internally exiled independantists of Casamance" in *Studia Europaea*, vol 2, n°64, 2019, p. 193.

⁷ Richard Garon, "La consolidation de la paix : lorsque la théorie rattrape les pratiques ambitieuses", in *Revue d'Études internationales* Vol 2, n° 36, 2005, p. 236.

⁸ *Ibidem*.

l'assistance inconditionnelle de l'organisation panafricaine. Certaines élections ont été organisées dans le cadre du processus de reconstruction post conflit. « *La portée de ces activités [de reconstruction post conflit] englobe six éléments constitutifs, notamment : la sécurité, l'assistance humanitaire/d'urgence ; la gouvernance politique et la transition ; la reconstruction socio-économique et le développement ; les droits humains, la justice et la réconciliation ; et les femmes et le genre* »⁹. La RSS [réforme du secteur de la sécurité] est rapidement devenue un pilier des stratégies multilatérales en matière de prévention des crises, de consolidation de la paix et de développement qui ont été promues par des organisations telles que les Nations Unies, l'Union africaine¹⁰. La réforme du système de sécurité souligne l'importance du contrôle civil, de la transparence et de la responsabilité des autorités militaires et policières, du secteur judiciaire et des services pénitentiaires. Ceci est nécessaire pour adapter les forces de sécurité civiles et militaires à la paix plutôt qu'à la guerre¹¹.

L'institutionnalisation de la gouvernance [de la réforme du secteur de la sécurité] repose sur quatre éléments: une adhésion des forces armées africaines aux normes internationales de bonne gouvernance politique et sécuritaire, une internationalisation de l'action militaire (adhésion à des programmes de formation et d'entraînement, commandement en états-majors internationaux, adaptation aux opérations interarmées), une adaptation des forces au nouvel environnement de la sécurité devenu coopératif et collectif (gestion collective de conflits régionaux), un renforcement du contrôle civil destiné à assurer la subordination des militaires devant les dirigeants démocratiquement élus¹². Le processus de réforme du secteur de la sécurité inclut l'appropriation par les

⁹ Union Africaine, *Cadre de la politique de Reconstruction et du Développement Post Conflit*, Addis Abeba : CUA, 2010, p. 3.

¹⁰ Alan Bryden et Fairlie Chappuis, "Comprendre les dynamiques de la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest". Bryden, A et Chappuis, F (Eds.) *Gouvernance du secteur de la Sécurité : Leçons des expériences ouest-africaines*, London : Ubiquity Press, 2015, p. 7.

¹¹ Johnson Hilde, "Les cadres stratégiques pour la consolidation de la paix" in *Afrique contemporaine*, n°209-1, 2004, p. 11.

¹² Axel Augé, "Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique subsaharienne : vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire" in *Afrique contemporaine*, n° 218-2, 2006, p. 51.

communautés locales; l'appropriation par les Etats membres, l'appropriation par les CER et l'appropriation continentale par l'Union africaine¹³. Subséquemment, le centre d'intérêt de cette contribution est d'analyser la question du renforcement des capacités en contexte de RSS dans un pays post conflit, au prisme de l'action de l'UA, d'une évolution vers une appropriation nationale et la prise en charge de la défense et la sécurité par la Somalie. Il s'agit donc de mettre en évidence le rôle de l'UA, à travers l'AMISOM, dans la RSS en Somalie en mettant en évidence les initiatives d'adaptation nationale par le renforcement des compétences des forces de police somaliennes.

B- La contribution de l'AMISOM à la réforme de l'organisation de la police somalienne

La réforme des forces de sécurité (police et gendarmerie) est un pan fondamental des processus de RSS notamment en contexte post conflit. Des réorganisations initiées ces dernières années, certaines étaient focalisées sur « *la formation des forces de sécurité aux missions de maîtrise des foules* »¹⁴.

L'AMISOM a encadré 3,251 membres de la police somalienne déployés dans 31 commissariats de police opérationnels en Somalie sur divers thèmes de police et a fourni un appui opérationnel pour améliorer la prestation de services de police professionnels, adaptés et solides dans toute la Somalie. De même, l'AMISOM a fourni un appui au renforcement des capacités de la police somalienne par le biais d'une formation de recyclage et d'une formation spécialisée, notamment en matière de police communautaire et de droits de l'homme, de police communautaire et de dé-radicalisation et de formation de formateurs (TOT) afin de renforcer les compétences policières dans le cadre des efforts pour faciliter le transfert progressif des responsabilités de l'AMISOM aux forces de sécurité somaliennes¹⁵. Les données précédentes prouvent que la mission de l'UA en Somalie œuvre au renforcement des capacités opérationnelles de la police somalienne tout en améliorant les compétences des agents de police.

¹³ Union Africaine, *Cadre d'orientation sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)*, Addis Abeba : CUA, 2014, p. 6.

¹⁴ Axel Augé, *op. cit.*, p. 58.

¹⁵ Union Africaine, *Rapport préliminaire du Président de la Commission sur la situation en Somalie*, Addis Abeba : CUA, 2018, p. 4.

Conscient que la guerre contre Al Shabaab nécessite une participation populaire, l'AMISOM s'investit également à la création d'une police communautaire impliquant les populations. En 2018 « *les agents de sécurité et la population de l'Etat du Sud-ouest de la Somalie ont convenu de lancer des programmes de police de proximité dans leurs quartiers pour lutter contre l'extrémisme violent et d'autres crimes* »¹⁶. Dans cette dynamique réformatrice, l'AMISOM innove en travaillant à la mise en place d'une police participative communautaire.

C- L'appui de l'AMISOM au renforcement des capacités tactiques de la police somalienne

De nombreuses stratégies de RSS mettent ainsi l'accent sur la formation et l'équipement des forces de sécurité¹⁷, une approche plus nuancée s'impose pour comprendre la nature de la RSS et l'évaluer en tant que processus itératif et graduel¹⁸. La composante police de la Mission de l'Union Africaine en Somalie a commencé à offrir une formation spécialisée à la police régionale pour la préparer au transfert progressif des responsabilités en matière de sécurité pendant la période de transition. Les unités de police de Jubbaland et de Darwish basées à Kismayo sont les récents bénéficiaires d'une formation sur la gestion de l'ordre. Le but de la formation est de permettre aux policiers de contenir les troubles de la foule comme les émeutes, les manifestations et les grèves – qui se produisent dans les centres urbains – sans l'utilisation d'armes létales¹⁹. En plus du renforcement des capacités anti-émeutes, la police somalienne a été formée à la gestion de l'ordre public. « *Un total de 30 policiers provenant de divers postes de police dans l'Etat du Sud-ouest a terminé avec succès une formation de 10 jours sur l'ordre public, à Baidoa, la capitale administrative de l'Etat. La formation organisée par la Police de*

¹⁶ AMISOM, *L'Etat du Sud-Ouest va lancer des programmes de police de proximité pour lutter contre l'extrémisme violent*, 2018 <https://amisom-au.org/fr/2018/09/south-west-state-to-initiate-community-policing-programmes-to-counter-violent-extremism/> Consulté le 15 juin 2020.

¹⁷ Alan Bryden, Fairlie Chappuis, *op. cit.*, p. 10.

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ AMISOM, *Des policiers somaliens formés aux tactiques anti-émeutes*, Communiqué de presse, Kismayo, le 4 juillet 2018, p. 1.

l'AMISOM s'est concentrée sur le contrôle des foules, le traitement et la gestion des crimes publics, y compris les émeutes et les manifestations violentes »²⁰.

L'UA est pleinement engagée au renforcement des capacités des forces de sécurité somaliennes, l'assistance axée sur la formation en témoigne.

La RSS « *permet d'assurer aux policiers une formation plus complète* »²¹ dans des situations post conflits, aucun domaine de la sécurité ne peut être négligé. A cet effet, « *l'AMISOM a organisé une formation de dix jours pour des policiers somaliens afin d'améliorer leurs compétences en matière de gestion de la circulation routière. La formation, à laquelle participent 25 policiers de la circulation, intervient à un moment où la capitale connaît un trafic accru sur ses routes en partie à grâce à l'amélioration de la sécurité* »²². En outre, elle a organisé un atelier de dix jours pour former la police de l'Etat du Sud-ouest au traitement des crimes d'ordre public au moment où la sécurité s'améliore dans la plupart des régions du pays auquel ont participé 30 policiers sur la façon de gérer divers crimes publics, parmi lesquels les émeutes et les manifestations violentes²³. Les initiatives de RSS à l'endroit des forces de police sont nombreuses et sont composées de formations spécifiques orientées sur des compétences particulières que la mission souhaite transmettre à la police somalienne pour qu'elle soit opérationnelle le plus rapidement possible.

II- L'AMISOM et les conditions de capacitation de l'armée nationale somalienne (ANS)

Les réformes sécuritaires, même limitées, deviennent le reflet d'une institutionnalisation de la gouvernance du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique²⁴. L'institutionnalisation de la gouvernance repose sur quatre éléments: une adhésion des forces armées africaines aux normes

²⁰ AMISOM, *La Police de l'Etat somalien du Sud-ouest s'entraîne à la gestion de l'ordre public*, Communiqué de presse, le Baidoa, le 12 juillet 2018, p. 1.

²¹ Axel Augé, *op. cit.*

²² AMISOM, *Vingt-cinq policiers somaliens suivent une formation sur la gestion de la circulation*, 2018 <https://amisom-au.org/fr/2018/07/twenty-five-somali-police-officers-undergo-training-on-traffic-management/> Consulté le 15 juin 2020

²³ L'AMISOM forme la police de l'Etat du Sud-ouest sur la gestion des crimes d'ordre public, 2018 <https://amisom-au.org/fr/2018/07/amisom-trains-south-west-state-police-on-handling-public-order-crimes/> Consulté le 15 juin 2020.

²⁴ Axel Augé, *op. cit.*, p. 51.

internationales de bonne gouvernance politique et sécuritaire, une internationalisation de l'action militaire, une adaptation des forces au nouvel environnement de la sécurité²⁵. Le rôle de l'AMISOM dans la RSS en Somalie suit ces principes, en implémentant une adaptabilité de son action à l'environnement opérationnel de l'ANS (A), tout en essayant de transformer son potentiel en termes de capacités (B). Aussi, l'AMISOM travaille également au perfectionnement des services de renseignement (C), comme elle procède au désarmement, à la démobilisation des combattants ainsi qu'au déminage (D).

A- Le contexte de préparation du développement des capacités de l'ANS

L'Union Africaine demeure soucieuse de mener la Somalie à une situation politique, économique et sécuritaire répondant aux standards internationaux, à cet effet son Conseil de paix et sécurité a exhorté sa mission dans le pays à accélérer le renforcement des capacités de l'armée somalienne. L'AMISOM est invitée à mener une « *formation entraînement [intensive de l'ANS] afin de générer rapidement le personnel nécessaire pour mettre en œuvre le plan de transition somalien tout en soulignant la nécessité d'une coordination et d'une cohérence accrues entre les principales parties prenantes, afin de soutenir l'édification d'un secteur de la sécurité compétent et inclusif en Somalie* »²⁶. L'AMISOM) a renforcé ses plans pour améliorer vingt de ses bases opérationnelles avancées (BOA), au cours des six prochains mois, afin de soutenir les opérations militaires. L'amélioration des BOA sélectionnées sera mise en œuvre conformément au plan de transition²⁷. La mission de l'UA, pour préserver les acquis obtenus en Somalie pour consolider la sécurité du pays, opte pour l'utilisation de la technologie. Elle « *renforcera son utilisation de la technologie moderne pendant la période de transition pour veiller à ce que les progrès réalisés dans la sécurisation du pays ne*

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ Union Africaine, Conseil de paix et sécurité, Communiqué de la 782^{ème} réunion 27 juin 2018, Nouakchott, p. 3.

²⁷ L'AMISOM renforce ses plans pour améliorer ses bases opérationnelles avancées, 2018 <https://amisom-au.org/fr/2018/07/amisom-augments-plans-to-enhance-its-forward-operating-bases/> Consulté le 21 juin 2020

soient pas gâchés »²⁸. Le processus de stabilisation en Somalie a atteint un stade crucial exigeant davantage d'investissements dans les technologies modernes, principalement des multiplicateurs et des facilitateurs de force lors de la phase de réduction des troupes²⁹. La transmission, de la défense et de la sécurité du territoire somalien aux forces de défense et de sécurité nationale, impose une approche méthodique qui permette non seulement de tirer un avantage de la situation mais aussi de consolider les acquis sécuritaires. Pour la mission de l'UA la technologie est un moyen facilitant l'accessibilité de ces deux possibilités, la consolidation de la situation et l'accroissement des effets des conditions sécuritaires.

B- La transformation du potentiel opérationnel de l'ANS

La modernisation [des forces de défense et de sécurité] repose sur une internationalisation de la formation et sur le développement de la capacité des armées à travailler en contexte inter armé³⁰. Toutefois, le terme réforme désigne également une réalité supplémentaire: la restructuration (ou reconstruction) du système de sécurité et de défense. Dans cette optique, la réforme résulte bien souvent d'une crise politique interne ou d'un conflit armé. Ce type de réforme renvoie à la recomposition et/ou à la « remise en état » d'une armée disloquée en raison de tensions sociopolitiques³¹. La tautologie a son sens dans le processus de réforme de l'ANS, dans un contexte particulièrement difficile et volatile. Malgré la complexité de l'environnement, la dynamique réformatrice de l'ANS est en cours et, « *le code de conduite et la structure organisationnelle de l'Armée nationale somalienne ont été adoptés dans la législation en janvier et le recensement biométrique des soldats de l'Armée s'est achevé le 3 mars 2018. L'AMISOM et l'ONU ont également appuyé l'évaluation de l'état de préparation opérationnelle des forces régionales, qui a permis de recenser 19 683 personnes au total, dans les régions du Djoubaland et de Galmudug, dans l'État du Sud-Ouest et dans le Puntland* »³².

²⁸ L'AMISOM va utiliser une technologie moderne pour protéger les gains réalisés en Somalie 2018 <https://amisom-au.org/fr/2018/09/amisom-to-use-modern-technology-to-help-secure-gains-made-in-somalia/> Consulté le 21 juin 2020

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ Axel Augé, *op. cit.*, p. 52.

³¹ *Ibidem*, p. 53.

³² ONU, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire Général*, New York, le 15 mai 2019, p. 11.

Dans ce contexte, des progrès importants ont été accomplis dans la mise en œuvre des activités de la première phase du plan de transition pour la Somalie (PTS), notamment en encadrant et en aidant les 53e, 143e, Eagle, 27e et bataillons RECCE³³ de l'ANS. Cet objectif a été atteint grâce à l'encadrement en matière de préparation au combat et au regroupement des forces de l'AMISOM et de l'ANS, conformément au dispositif de sécurité nationale de la Somalie et au PTS. Bien que l'encadrement soit difficile en raison du nombre limité du personnel, de l'administration et de la logistique, les opérations conjointes menées ont abouti à la capture et à la création de bases d'opérations avancées (BOA) à Sabid, Bariire, Ceel Salini et Ceel Gelow, dans la région du Bas Shabelle. Cela a également contribué à la dégradation des capacités d'Al Shabaab et au renforcement de la protection des centres de population et de la sécurité des MSR dans ces zones³⁴. Le rôle de l'AMISOM dans le développement du potentiel de l'ANS est établi par des actions relatives à l'identification des troupes et à leur potentialité respective, tout en assurant leur formation dans des domaines techniques spécifiques et indispensables à l'évolution des forces de défense somalienne vers l'autonomie.

C- L'amélioration et le renforcement du renseignement en Somalie

Le rôle des Services de Renseignements dans le secteur de la sécurité doit être reconnu et intégré. Pratiquement tous les gouvernements trouvent nécessaire de maintenir des forces dans ce domaine. Les agences de renseignements devraient être incluses dans la réforme du secteur de sécurité où leur travail concernera les menaces internes à la sécurité³⁵. Les institutions spécialisées de renseignement et de sécurité telles que celles qui sont chargées de rassembler et d'exploiter les renseignements en vue de préserver la souveraineté et la sécurité de l'Etat, et d'en défendre les

³³ Reconnaissance aérienne en langage militaire

³⁴ Union Africaine, *Rapport, op. cit.*, p. 4.

³⁵ NUPI 1999, p. 19, cité par Herbert Wulf, "Réforme du secteur de la sécurité dans les pays en développement et les pays en transition", p. 9, 2005 https://www.berghof-foundation.org/fileadmin/redaktion/Publications/Handbook/Dialogue_Chapters/french_wulf_dialogue2.pdf, Consulté le 21 juin 2020.

intérêts vitaux³⁶. Dans cette perspective, l'AMISOM a initié une série d'actions de formation dans le domaine du renseignement militaire destinées à l'ANS. Vingt policiers, 16 hommes et 4 femmes, venant de différentes parties de l'Etat du Sud-ouest ont participé à la formation dont l'objectif est de renforcer les capacités de la Police à enquêter sur les crimes et poursuivre les suspects. L'AMISOM a déclaré que le but de la formation était de développer les compétences des policiers afin de leur permettre de rassembler des preuves concrètes lors des enquêtes sur les crimes³⁷. La troisième conférence de partage du renseignement et de l'information, visant à forger des liens de travail plus étroits entre les différents acteurs du renseignement en Somalie, a conclu que le renseignement doit être collecté et utilisé de manière à garantir l'efficacité opérationnelle sans menacer la légitimité et l'impartialité nécessaires à la mission de paix. Son travail efficacement. Une partie de l'accent principal du partage de renseignements / informations est de faciliter, d'identifier, de dissuader et de répondre aux menaces et risques émergents liés au terrorisme dans un système plus rationalisé qui profite également aux agences, sur le théâtre et aux entités locales pour soutenir les efforts en cours pour s'attaquer à la sécurité et aux menaces³⁸. Les agents de renseignement en Somalie ont décidé de renforcer la collaboration en matière de collecte et de partage d'informations pour contrer les menaces posées par le groupe terroriste Al-Shabaab.

L'engagement a été pris à l'issue d'une conférence de trois jours sur le partage des renseignements, organisée par la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM) et l'équipe britannique de soutien à la mission (UK MST)³⁹. Ce sont autant d'initiatives prises par l'AMISOM afin de d'améliorer les capacités des forces de défense et de sécurité somaliennes

³⁶ Union Africaine, *op. cit.*, p. 5.

³⁷ *La Police de l'AMISOM dispense des formations sur la sécurité et le renseignement criminel à l'intention de la Police de l'Etat du Sud-Ouest*, 2018, <https://amisom-au.org/fr/2018/02/amisom-police-conducts-training-on-security-and-criminal-intelligence-for-south-west-police-force/>, Consulté le 21 juin 2020

³⁸ *AU Mission's Deputy Force Commander roots for stronger intelligence gathering and information sharing modalities in Somalia*, 2018 <https://amisom-au.org/fr/2018/03/au-missions-deputy-force-commander-roots-for-stronger-intelligence-gathering-and-information-sharing-modalities-in-somalia/>, Consulté le 21 juin 2020

³⁹ *Les agents de renseignement en Somalie sont d'accord pour renforcer la collaboration dans la lutte contre Al-Shabaab*, 2018 <https://amisom-au.org/fr/2018/09/intelligence-officers-in-somalia-agree-to-strengthen-collaboration-in-the-fight-against-al-shabaab/>, Consulté le 21 juin 2020.

dans le domaine du renseignement, qui est d'une importance capitale pour un pays sortant d'un conflit et en plein processus de reconstruction post conflit de l'Etat et réforme du secteur de la sécurité.

D- L'appui au processus de DDR et de déminage

Le premier volet du processus "post-conflit" est celui des programmes de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion (DDRRR) qui doivent accompagner immédiatement l'arrêt des combats, sous peine de les voir reprendre⁴⁰. Le désarmement, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants dans la communauté locale constituent un volet qui peut inclure des programmes spéciaux destinés aux femmes et aux enfants⁴¹. Ainsi, 17 des 26 engins explosifs improvisés détectés le long des principaux itinéraires de ravitaillement ont été détruits par des équipes de l'AMISOM formées et encadrées par le Service de la lutte anti-mines. Une Équipe de lutte anti-mines déployée à l'académie militaire a déminé 215 153 m² de terres et enlevé 438 restes de guerre⁴².

L'AMISOM a renforcé « *ses capacités de lutte contre les engins explosifs improvisés et déployé des multiplicateurs de force supplémentaires, en particulier les hélicoptères d'attaque qui avaient été autorisés par le Conseil de Sécurité des Nations Unies en 2012* »⁴³. En plus des actions de déminages, l'AMISOM a mené des activités de DDR L'AMISOM a procédé à l'enregistrement biométrique des membres de la « *milice Darwish, dans l'Etat de Jubbaland, avant l'intégration de ces combattants dans les forces de sécurité de l'Etat. Plus de cinq mille membres de la milice seront enregistrés dans les régions de Gedo, Lower Juba et Middle Juba. L'enregistrement biométrique implique la collecte de données personnelles clés, y compris des photos et des empreintes digitales de chaque membre du groupe* »⁴⁴.

⁴⁰ Pierre André Wiltzer, "Vers une paix et un développement durables en Afrique" in *Afrique contemporaine*, n°209-1, 2004, p. 31.

⁴¹ Hilde Johnson, *op. cit.*, p. 11.

⁴² ONU, Conseil de sécurité, *op. cit.*, p. 10.

⁴³ Union Africaine, *Rapport de la conférence sur les enseignements tirés des 10 ans d'AMISOM*, CUA, Nairobi 9-10 mars 2017, p. 19.

⁴⁴ L'AMISOM entame l'enregistrement des combattants de la milice Darwish dans l'Etat de Jubbaland 2018 <https://amisom-au.org/fr/2018/03/amisom-kick-starts-registration-of-the-darwish-militia-in-jubbaland-state/> Consulté le 21 juin 2020.

L'action de la mission de l'UA est effectivement alignée au canevas de reconstruction post conflit et particulièrement à la réforme du secteur de la sécurité.

III- L'AMISOM face aux défis de la consolidation de la sécurité en Somalie

Depuis l'institution de la mission de l'UA pour la Somalie, la communauté internationale reconnaît les progrès immenses réalisés dans ce pays par des africains et pour des africains. En revanche, il faut reconnaître que malgré les efforts de l'AMISOM et de ses partenaires, la Somalie est toujours menacée par l'intense activité de la pieuvre Al Shabaab. En conséquence, l'évocation d'un retrait de l'AMISOM et les pesanteurs compliquant l'autonomie (A) de l'armée somalienne notamment en période transitoire (B) laissent planer un réel doute sur la capacité de l'ANS à prendre en main la sécurité de la Somalie. La persistance des attaques terroristes des groupes terroristes menées par Al Shabaab (C) sont des facteurs additifs de complexification de la sécurité en Somalie.

A- Le projet de désengagement de l'AMISOM et la lenteur de l'appropriation de la sécurité par l'ANS

L'Union africaine et l'ONU ont procédé à un examen conjoint de l'AMISOM à Mogadiscio et dans l'ensemble des postes de commandement de secteur de l'AMISOM, du 4 au 19 mars 2019⁴⁵. Cet examen a permis d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan de transition pour la Somalie et la reconfiguration de l'appui de l'AMISOM au pays, des recommandations ont été formulées sur la voie à suivre⁴⁶. Le CPS de l'UA a exprimé « *sa préoccupation face à la lenteur des progrès visant à combler les lacunes de l'armée nationale somalienne et a noté que, malgré le soutien international apporté aux forces armées somaliennes, elles ne sont pas en mesure de prendre en charge la responsabilité sécuritaire principale à court et à moyen termes. À cet égard, le Conseil exhorte le Gouvernement fédéral à prendre des mesures audacieuses pour mettre en œuvre son Architecture de sécurité*

⁴⁵ ONU, Conseil de sécurité, *op. cit.*, p. 10.

⁴⁶ *Ibidem*.

national »⁴⁷. Le pacte de sécurité adopté en mai 2017 à Londres propose une répartition sans précédent de la gestion de la sécurité entre les niveaux national et régional. Par exemple, le Conseil national de sécurité serait chargé d'élaborer les politiques et les stratégies tandis que le Conseil régional de sécurité serait responsable de leur mise en œuvre. Il est difficile de croire que ce système ne reproduira pas les divisions claniques autour desquelles s'organise la politique somalienne, entraînant ainsi une fragmentation du secteur de la sécurité. En outre, les coûts de coordination associés à une telle architecture dans un contexte post conflit pourraient nuire à l'efficacité de la riposte au défi posé par Al-Shabaab⁴⁸. Il est clair qu'au-delà de la défaite d'Al-Shabaab, la clé d'une stabilisation durable de la Somalie réside dans la capacité des différentes factions régionales et claniques à s'entendre sur la gouvernance de la sécurité dans le pays. Sans une telle entente, l'AMISOM devra probablement repousser la date de son retrait⁴⁹. Il est aussi évident que le plan de transition devant aboutir au retrait de l'UA de Somalie, doit se faire prudemment en raison de la complexité de l'environnement sécuritaire compliquant l'autonomie totale des forces de défense somalienne.

B- L'enjeu de la transition et le scepticisme relatif à l'autonomie de l'ANS

Les obligations qui incombent aux autorités étatiques spécifiquement chargées de la prestation de services de sécurité et de leur gestion et contrôle présentent des défis particuliers⁵⁰, notamment dans un contexte de RSS, cela s'avère encore plus compliqué en Somalie où malgré les progrès enregistrés, des incertitudes subsistent quant à la capacité de l'ANS à assurer pleinement la sécurité du territoire somalien.

D'ailleurs ce sentiment est perceptible dans la déclaration du CPS en ces termes, « *le Conseil souligne que la mise en œuvre du PTS dépend de la réponse aux défis soulevés par l'évaluation de l'état de préparation opérationnelle des Forces de sécurité nationales somaliennes, des forces régionales, de la finalisation*

⁴⁷ Union Africaine, Conseil de paix et sécurité, *op. cit.*, p. 2.

⁴⁸ Institut d'Etudes de Sécurité, Rapport sur le Conseil de paix et sécurité, n°96 octobre 2017, p. 4.

⁴⁹ *Ibidem*.

⁵⁰ Alan Bryden, Fairlie Chappuis, *op. cit.*, p. 3.

des discussions sur la génération de troupes somaliennes, la formation, l'intégration des forces régionales pour garantir leur contribution, hébergement, et équipement et soutien logistique aux tâches liées à la transition »⁵¹. L'AMISOM devrait poursuivre une stratégie conditionnée de désengagement basée sur un ensemble d'institutions sécuritaires somaliennes politiquement convenues et liées à la capacité des forces de sécurité nationales somaliennes pour prendre la relève. Et ce, en promouvant un sens élevé du leadership somalien et d'appropriation dans les domaines politique, sécuritaire et économique de la Somalie⁵². Les hésitations de l'UA laissent imaginer que sur le terrain, l'ANS n'est pas encore en situation de prendre le contrôle de la sécurité de l'ensemble du territoire national, surtout lorsqu'on sait que Al shabaab mène une guerre asymétrique contre l'ANS et l'AMISOM.

C- La persistance des attaques asymétriques d'Al shabaab

L'après-guerre n'est pas toujours un post conflit, puisqu'émergent à travers les stratégies étatiques de nouvelles logiques conflictuelles. Le retour de l'État peut être freiné par de nouvelles compétitions géopolitiques à l'œuvre derrière l'intervention internationale⁵³. Dans le cas présent, non seulement Al shabaab reste la principale menace à la stabilité en Somalie, d'autres groupes sous-traitant l'insécurité sont également impliqués au maintien du statu quo, l'UA reconnaît que « malgré les efforts déployés par l'AMISOM et la communauté internationale pour dégrader Al-Shabaab et d'autres groupes d'opposition armés, Al-Shabaab demeure une grave menace pour la sécurité et la stabilité dans toute la Somalie. Une telle situation est attribuable à la capacité d'Al Shabaab de continuer à recruter, former et déployer des combattants, tant locaux qu'étrangers, ainsi qu'à sa capacité à générer des revenus considérables grâce à l'extorsion de fonds, à la collecte de Zhakat et à l'imposition de taxes aux entreprises du centre sud de la Somalie. En outre, Al-Shabaab possède toujours la capacité d'opérer dans les zones non récupérées ainsi que dans les centres de population où il planifie et lance des attaques asymétriques contre l'AMISOM et les Forces de sécurité somaliennes (FSS), les principaux

⁵¹ Union Africaine, Conseil de paix et sécurité, *op. cit.*, p. 1.

⁵² Union Africaine, Rapport de la conférence, *op. cit.*, p. 8.

⁵³ Amaël Cattaruzza, Elisabeth Dorier, "Post conflit : Entre Guerre et paix ? in *La découverte Hérodote*, n°158-3, 2015, p. 11.

fonctionnaires et installations gouvernementales ainsi que les civils »⁵⁴. Une telle situation impose un optimisme tempéré quant à l'aptitude de l'ANS à sécuriser la Somalie. L'UA et ses partenaires devraient probablement réévaluer la décision de retrait de l'AMISOM tout en évitant de tomber sous le coup de la *rentalisation*⁵⁵ la mission de l'UA contre Al Shabaab.

Conclusion

Les opérations de l'AMISOM sont en particulier reconnues pour avoir apporté des progrès considérables dans les domaines de la formation (68 % des compétences dans l'armée nationale somalienne, 52 % pour la liberté de cultiver/posséder la terre, 50 % pour la facilité à faire des affaires, 49% pour des chose intéressantes les habitants de Beledweyne qui se sentaient beaucoup plus en sécurité que ceux de Mogadiscio, Kismayo et Baidoa).

Ces chiffres sont à mettre en corrélation avec l'image très positive du contingent djiboutien de l'AMISOM, qui jouait un rôle bien plus important dans la gestion des conflits locaux que les troupes déployées par les pays contributeurs dans d'autres zones du pays⁵⁶. Chaque année, environ 800 soldats achèvent leur entraînement sous la tutelle des programmes turcs, américains et britanniques. Ce nombre est trop faible pour permettre de générer la force nécessaire pour mener à bien des opérations efficaces.

Selon le Plan de transition récemment approuvé, la Somalie a besoin d'au moins 50 000 soldats bien formés pour pouvoir prendre l'entière responsabilité de sa propre sécurité après le départ d'AMISOM en 2020. En outre, l'entraînement manque de coordination, et les partenaires n'ont pas mis en place des normes, des doctrines et des cursus communs. L'ANS aura besoin d'un corps professionnel d'officiers bien développé, discipliné et équipé que seule une formation coordonnée pourra achever⁵⁷. Le retrait actuel d'une partie des forces d'AMISOM a été critiqué par des pays qui

⁵⁴ Union Africaine, Conseil de paix et sécurité, *op. cit.*, p. 2.

⁵⁵ Voir à cet effet Ladislav Nze Bekale "La politique de lutte contre le terrorisme de l'Union africaine est-elle résiliente ?", in *Vigie Afriques*, n°1-2, p. 10.

⁵⁶ Paul D. William "La communication stratégique des opérations de paix : La guerre de l'information de l'Union africaine contre Al-Shabaab" in *ASPJ - Afrique et Francophonie*, n°9-4, 2018, p. 89.

⁵⁷ Centre d'études stratégiques de l'Afrique, " Les difficiles leçons qu'AMISOM a dû apprendre en Somalie" 2018 <https://africacenter.org/fr/spotlight/les-difficiles-lecons-quamisom-a-du-apprendre-en-somalie/> Consulté le 23 juin 2020

fournissent une aide militaire. Ces pays considèrent que le retrait n'est pas productif, étant donné l'augmentation des risques sur un territoire extrêmement étendu. On craint que le projet de réduction de l'ONU, commencé en décembre 2017, ne compromette les acquis et puisse même causer l'échec de la mission. Afin d'assurer le succès de la transition actuelle, AMISOM doit rentrer en partenariat avec des forces de sécurité somalienne crédibles, professionnelles et capables, et qui sont dévouées à un gouvernement démocratique, responsable et légitime. Quelques progrès ont été accomplis, mais il reste encore beaucoup à faire⁵⁸. Ces contradictions laissent présager une difficile voir une impossible stabilisation de la Somalie dans les conditions actuelles, il faudrait certainement prolonger la mission de l'UA avec un mandat facilitant l'accélération de l'autonomie de l'ANS.

Bibliographie

AMISOM (2018), L'AMISOM entame l'enregistrement des combattants de la milice Darwish dans l'Etat de Jubbaland, <https://amisom-au.org/fr/2018/03/amisom-kick-starts-registration-of-the-darwish-militia-in-jubbaland-state/> Consulté le 21 juin 2020.

AMISOM (2018), La Police de l'AMISOM dispense des formations sur la sécurité et le renseignement criminel à l'intention de la Police de l'Etat du Sud-Ouest, <https://amisom-au.org/fr/2018/02/amisom-police-conducts-training-on-security-and-criminal-intelligence-for-south-west-police-force/> Consulté le 21 juin 2020

AMISOM (2018), AU Mission's Deputy Force Commander roots for stronger intelligence gathering and information sharing modalities in Somalia, <https://amisom-au.org/fr/2018/03/au-missions-deputy-force-commander-roots-for-stronger-intelligence-gathering-and-information-sharing-modalities-in-somalia/> Consulté le 21 juin 2020

AMISOM (2018), Les agents de renseignement en Somalie sont d'accord pour renforcer la collaboration dans la lutte contre Al-Shabaab, <https://amisom-au.org/fr/2018/09/intelligence-officers-in-somalia-agree-to-strengthen-collaboration-in-the-fight-against-al-shabaab/> Consulté le 21 juin 2020

⁵⁸ *Ibidem*.

AMISOM (2018), L'AMISOM va utiliser une technologie moderne pour protéger les gains réalisés en Somalie, <https://amisom-au.org/fr/2018/09/amisom-to-use-modern-technology-to-help-secure-gains-made-in-somalia/> Consulté le 21 juin 2020.

AMISOM (2018), L'AMISOM renforce ses plans pour améliorer ses bases opérationnelles avancées <https://amisom-au.org/fr/2018/07/amisom-augments-plans-to-enhance-its-forward-operating-bases/> Consulté le 21 juin 2020.

AMISOM (2018), L'Etat du Sud-Ouest va lancer des programmes de police de proximité pour lutter contre l'extrémisme violent, <https://amisom-au.org/fr/2018/09/south-west-state-to-initiate-community-policing-programmes-to-counter-violent-extremism/> Consulté le 15 juin 2020.

AMISOM (2018), Vingt-cinq policiers somaliens suivent une formation sur la gestion de la circulation, <https://amisom-au.org/fr/2018/07/twenty-five-somali-police-officers-undergo-training-on-traffic-management/> Consulté le 15 juin 2020.

AMISOM (2018), L'AMISOM forme la police de l'Etat du Sud-ouest sur la gestion des crimes d'ordre public, <https://amisom-au.org/fr/2018/07/amisom-trains-south-west-state-police-on-handling-public-order-crimes/> Consulté le 15 juin 2020

AMISOM (2018), La Police de l'Etat somalien du Sud-ouest s'entraîne à la gestion de l'ordre public, Communiqué de presse, le Baidoa, le 12 juillet.

AMISOM (2018), Des policiers somaliens formés aux tactiques anti-émeutes, Communiqué de presse, Kismayo, le 4 juillet.

Augé, Axel (2006, "Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique subsaharienne : vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire" in *Afrique contemporaine* n° 218-2, 49-67

Autesserre, Séverine (2011), "Construire la paix : Conceptions collectives de son établissement, de son maintien et de sa consolidation", *Critique internationale*, n°51-2, 153-167.

Bryden Alan, Chappuis F. Fairlie (2015), "Comprendre les dynamiques de la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest", in Bryden, A et Chappuis, F (dir. publ.) *Gouvernance du secteur de la Sécurité : Leçons des expériences ouest-africaines*, London : Ubiquity Press, 2015, 1-21.

Cattaruzza, Amaël ; Dorier Elisabeth (2015), "Post conflit : Entre Guerre et paix ? in La découverte Hérodote, n°158-3, 6-15.

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (2018)," Les difficiles leçons qu'AMISOM a dû apprendre en Somalie", <https://africacenter.org/fr/spotlight/les-difficiles-lecons-quamisom-a-du-apprendre-en-somalie/> Consulté le 23 juin 2020

Garon, Richard (2005), "La consolidation de la paix : lorsque la théorie rattrape les pratiques ambitieuses", *Études internationales* n° 36-2, 229-242.

Hilde, Johnson (2004), "Les cadres stratégiques pour la consolidation de la paix" in *Afrique contemporaine* n°209-1, 2004, 7-21.

Institut d'Études de Sécurité (2017), Rapport sur le Conseil de paix et sécurité, n°96 octobre.

Leyendecker, Mathilde; Mișcoiu Sergiu (2019), "The flag still stand! The political reconversion of the internally exiled independantists of Casamance", *Studia Europaea*, n°64-2, 194-259.

Ladislav Nze Bekale "La politique de lutte contre le terrorisme de l'Union africaine est-elle résiliente ?", in *Vigie Afriques*, n°1-2, 2-12.

ONU (2019), Conseil de sécurité, Rapport du Secrétaire Général, New York, le 15 mai 2019.

Union Africaine (2018), Conseil de paix et sécurité, Communiqué de la 782^{ème} réunion 27 juin.

Union Africaine (2018), Rapport préliminaire du Président de la Commission sur la situation en Somalie, Addis Abeba, CUA.

Union Africaine (2017), Rapport de la conférence sur les enseignements tirés des 10 ans d'AMISOM, CUA, Nairobi 9-10 mars.

Union, Africaine (2014), Cadre d'orientation sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), Addis Abeba, CUA.

Union, Africaine (2010), Cadre de la politique de Reconstruction et du Développement Post Conflit, CUA, Addis Abeba.

William Paul D (2018), "La communication stratégique des opérations de paix : La guerre de l'information de l'Union africaine contre Al-Shabaab" in *ASPJ - Afrique et Francophonie*, n°9-4, 76-100.

Wiltzer, Pierre André (2004), "Vers une paix et un développement durables en Afrique" in *Afrique contemporaine* n°209-1, 23-37.

Wulf Herbert (2005), "Réforme du secteur de la sécurité dans les pays en développement et les pays en transition", <https://www.berghof->

https://www.franzschubert-studien-foundation.org/fileadmin/redaktion/Publications/Handbook/Dialogue_Chapters/french_wulf_dialogue2.pdf Consulté le 21 juin 2020.